NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND
www.ohchr.org • TEL: +41 22 917 9341 • FAX: +41 22 917 9022 • E-MAIL: petitions@ohchr.org

REFERENCE: G/SO 229/31 MAR (8) Follow-up
CE/LM/ak 606/2014

Le 6 août 2018

Madame,

J'ai l' honneur de me référer à la procédure de suivi des décisions par le Comité contre la torture en vertu de l'article 22 de la Convention contre la torture et vous transmettre ci-joint, pour information, une copie des observations de l'Etat partie datées du 31 juillet 2018, concernant la requête No. 606/2014 que vous avez présentée au Comité contre la torture, en vertu de l'article 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, au nom de M. Enaama Asfari.

Je vous prie d'envoyer vos commentaires sur les observations de l'Etat partie, au plus tard le 6 septembre 2018.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Ibrahim Salama
Chef
Section des traités relatifs aux droits de l'homme

Mme Hélène Legeay,
Responsable des programmes Maghreb/Moyen Orient/
ACAT- France
7 Rue Georges Lardennois
F-75019 Paris
France

E-mail: helene.legeay@acatfrance.fr

Mr. Vincent Ploton
Director of Development and Treaty body Advocacy
1 Rue de Varembé, P.O. Box 16
CH-1211 Geneva 20 CIC
E-mail: v.ploton@ishr.ch

Mission Permanente
du Royaume du Maroc
Genève

البعثة الدائمة
للمملكة المغربية
جنيف

№ - 1733

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès du Bureau des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme -Secrétariat du Comité contre la Torture- ainsi qu'aux deux rapporteurs en charge de la question des représailles au sein du Comité et a l'honneur de leur faire parvenir, ci-joint, la réponse des autorités marocaines relatives aux allégations de représailles concernant M. Enaama Asfari, objet de la requête n°606/2014

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès du Bureau des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa haute considération.

Mission Permanente du Royaume du Maroc
Genève

Genève, 31 juillet 2018

Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
Genève
E-mails: cat@ohchr.org

Royaume du Maroc

Observations des Autorités marocaines
Suivi de la décision du Comité contre la torture relative à Ennama Asfari
(Requête n° 606/2014)

Faisant suite à la dernière note verbale du Comité contre la torture datée du 13 juillet 2018 relative à la Communication n° 606/2014 M. Ennaama Asfari c. Maroc, et faisant suite également aux Observations du Royaume transmises au Comité le 9 février 2017 (Note verbale n°263) et le 28 novembre 2017 (Note verbale n°2343), les autorités marocaines ont l'honneur de porter à la connaissance du Comité ou lui rappeler ce qui suit.

Depuis l'adoption de la décision finale du 15 novembre 2016, les autorités marocaines n'ont pas manqué de signifier au Comité leur appréciation concernant les motivations ayant présidé à l'adoption de cette décision. Pour autant, lorsque le cas de M. Ennaama Asfari a connu de nouveaux développements judiciaires, elles ont tenu à les porter à la connaissance du Comité, et ce, au titre du suivi de la décision en question.

Aussi, concernant les nouvelles allégations soulevées conjointement par l'ACAT France et le Service International des droits de l'homme, les autorités marocaines démentent catégoriquement les prétendus actes de représailles rapportés dont ferait l'objet M. Ennaama Asfari depuis sa condamnation par la juridiction civile le 19 juillet 2018.

En effet, l'intéressé purge actuellement sa peine dans le cadre des dispositions de la Loi 23/98 relative à l'organisation et au fonctionnement des établissements pénitentiaires. Il bénéficie à ce titre de tous les droits et garanties prévus par la Loi, et ce, à l'instar de tous les autres détenus, sans aucune restriction, ni discrimination.

M. Ennaama Asfari a été transféré à la Maison centrale de Kenitra le 14 mars 2018. Avant ce transfert, il a été détenu à la Prison Locale de Arjat 1. Il y a fait l'objet d'une mesure disciplinaire (45 jours d'isolement cellulaire dont 15 avec sursis, soit du 13 février au 13 mars 2018) après avoir contrevenu aux dispositions règlementaires en vigueur interdisant formellement l'introduction et la possession de certains objets en cellule, en l'espèce, 3 téléphones mobiles, un couteau, 3 cartes mémoire , une puce téléphonique (carte SIM), et également en raison de propos injurieux et diffamatoires tenus à l'encontre du Directeur et du personnel pénitentiaire lors de la fouille de sa cellule menée dans le respect de sa dignité.

Durant cette période, comme le prévoit les textes, les visites de ses proches ne sont pas permises. Il n'en demeure pas moins que tous ses autres droits fondamentaux en tant que détenu lui sont restés garantis.

Depuis son transfert à Kenitra, il a reçu des visites régulières de la part de sa famille. Jamais aucune visite ne lui a été refusée. Depuis son incarcération à la Maison centrale de Kenitra, il a fait l'objet de huit (8) visites de la part de ses deux frères, M. Khaddad Asfari et Sidi Ahmed Asfari (les 20 mars, 14 mai, 19 juin, 21 juin, 29 juin, 05 juillet, 13 juillet et

dernièrement le 20 juillet 2018). Ces derniers lui apportent journaux, revues et livres qu'il conserve.

Par ailleurs, M. Ennaama Asfari communique librement avec ses conseils. Le 21 mars dernier, il a reçu la visite de ses deux avocats, Me. Mohamed Boukhaled et Me. Mohammed Lahbib Rguibi .

Il communique régulièrement avec ses proches à travers l'accès au téléphone fixe du quartier où il est affecté (7 communications en mars 2018, 7 communications en avril 2018, 6 communications en mai 2018, 5 communications en juin 2018 et 4 communications à ce jour pour le mois de juillet 2018).

Il fait également l'objet d'un suivi médical régulier. Depuis son transfert à Kenitra et suite à la première consultation médicale en marge de son admission le 14 mars 2018, il a fait l'objet de plusieurs consultations médicales pour divers maux (les 21 mars pour maux dentaires, le 24 avril pour douleurs intestinales, le 05 juin au sujet d'une allergie pulmonaire et le 28 juin 2018 pour maux de tête). Dans ce cadre, il reçoit les traitements adéquats prescrits par le médecin.

Il convient par ailleurs de souligner que le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Institution nationale indépendante, et ses Commissions régionales suivent de très près la situation carcérale de l'ensemble des personnes détenues dans le cadre de « l'affaire relative au démantèlement du camp de Gdeim Izik » et mènent régulièrement des visites, notamment lorsque les détenus le demandent suite à des plaintes relatives à leurs conditions de détention.

Le CNDH a pu observer au fil des différentes visites effectuées dans les établissements concernés que M. Ennaama Asfari a toujours été incarcéré dans les mêmes conditions que les autres détenus. En outre, son épouse, Mme Claude Mangin sollicite régulièrement le CNDH pour veiller sur ses conditions de détention.

Concernant enfin le refus des autorités marocaines d'autoriser Mme Claude Mangin, ressortissante française, d'accéder au territoire national, cette dernière a fait effectivement l'objet d'une décision d'expulsion le 19 octobre 2016 conformément aux dispositions de la Loi 02.03 (relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc), et ce, en raison de ses activités de nature à porter manifestement atteinte à l'ordre public interne.

Cette mesure administrative n'a en aucun cas un lien avec sa qualité d'épouse du détenu M. Ennaama Asfari et ne constitue aucunement une mesure de représailles que ce soit à son encontre ou à l'encontre de son époux. Des clarifications en ce sens ont déjà été portées à la connaissance du Comité dans les Observations des autorités transmises en novembre 2017 (Copie jointe 5 p.).

Les autorités marocaines n'ont donc pas d'objection de principe à l'autoriser à accéder au territoire national, et a fortiori lui permettre de visiter son époux détenu au Maroc dès lors que celle-ci respecte la loi marocaine en vigueur ainsi que les constantes nationales fédératrices.

ردود السلطات المغربية
بشأن تتبع تنفيذ قرار لجنة مناهضة التعذيب
المتعلق بشكاية السيد النعمة أسفاري

*****

تبعا لمذكرة لجنة مناهضة التعذيب الموجهة إلى السلطات المغربية بتاريخ 27 شتنبر 2017، بخصوص الإجراءات المتخذة لتنفيذ التوصيات المضمنة بقرار اللجنة الصادر بتاريخ 15 نونبر 2016 في موضوع شكاية السيد النعمة أسفاري عدد 2014/606 المعروضة عليها، تود السلطات المغربية أن تتقدم بالتوضيحات التالية:

1. تذكير

تود السلطات المغربية، بداية، أن تجدد تأكيدها على تفاعلها البناء والإيجابي مع لجنة مناهضة التعذيب، منذ عرض شكاية السيد النعمة أسفاري عليها خلال سنة 2014، حيث حرصت على مدها، داخل الآجال التي تحددها، بكافة المعلومات التوضيحية والمعطيات التكميلية المتوفرة لديها، سواء خلال مرحلة البت في القبول الشكلي للبلاغ أو أثناء النظر في موضوع البلاغ، بما في ذلك تعليقاتها وملاحظاتها التي تعتبرها السلطات كفيلة بتقديم التوضيحات الكافية بخصوص ادعاءات المعني بالأمر.

وفضلا عن ذلك، كان يتم إبلاغ اللجنة، بشكل منتظم، بالمستجدات التي عرفها المسار القضائي لملف المعني بالأمر، ولاسيما إخبارها بقرار محكمة النقض بإحالة القضية على أنظار محكمة الاستئناف مع تزويدها بنسخة من الحكم مترجمة إلى اللغة الفرنسية وتحسيسها بأن القضاء الوطني سيعيد النظر في الملف في شموليته، بما في ذلك ادعاءات المعني بالأمر، وكذا إخبارها في الأخير بتاريخ عقد الجلسة الأولى أمام المحكمة المذكورة.

ولهذا، ومثلما تجدد السلطات المغربية استغرابها لمحتوى قرار اللجنة، واختيارها ظرفية انطلاق محاكمة المعني بالأمر ومن معه في إطار ملف ما يعرف ب"اكديم إزيك"، لإصدار قرارها المذكور بتاريخ 15 نونبر 2016، بعدما سبق لها أن أصدرت قرارها بشأن مقبولية الشكاية في أبريل 2015، مثلما تعيد التأكيد أنها ظلت طيلة هذا المسار التفاعلي ترفض الاعتراف بقرار اللجنة بشأن القبول الشكلي للشكاية المذكورة مع المطالبة بسحب هذا القرار، علاوة على التذكير، في مناسبات عدة، بالاستثناءات المقررة قانونا في هذا المضمار، وهو الطلب الذي ظل دون أية استجابة من اللجنة إلى أن أصدرت قرارها بخصوص موضوع الشكاية.

وحيث أن القرار المذكور يعكس وجهة النظر الخاصة باللجنة حول قضية كانت ما تزال معروضة على القضاء وكان من الواجب ألا تنظر فيها أو، على الأقل، توقف ذلك النظر إلى حين استنفاذ سبل الانتصاف أو الطعن المتاحة على المستوى الوطني، فإن القضاء المغربي يظل له، دائما، الاختصاص والتقدير الكاملين للنظر في القضايا المعروضة عليه والبت فيها طبقا لمرجعيات الاتفاقيات الدولية ذات الصلة وأحكام دستور المملكة ومقتضيات القانون الوطني.

2. بخصوص محاكمة المعني بالأمر ومن معه من المتهمين في ملف "اكديم إزيك"

بتاريخ 27 يوليوز 2016 أصدرت محكمة النقض قرارها في إطار ملف ما يعرف بأحداث "اكديم إزيك" فيما يتعلق بطلبات النقض المقدمة من طرف السيد النعمة أسفاري ومن معه، حيث قضت بإحالة الملف على محكمة الاستئناف بالرباط (غرفة الجنايات الاستئنافية)، وتمت محاكمة الأشخاص المتهمين في إطار هذا الملف أمام نفس المحكمة، في الفترة ما بين 26 دجنبر 2016 و19 يوليوز 2017، حيث تم النظر والبت في جوهر القضية برمتها، بما في ذلك ادعاءات التعرض للتعذيب.

وتؤكد السلطات المغربية على أن هذه المحاكمة امتازت باحترامها لكل ضمانات المحاكمة العادلة كما هو متعارف عليها دوليا، بما في ذلك علنية الجلسات، واحترام قرينة البراءة، وكفالة الحق في مؤازرة محام، والتحقيق في ادعاءات التعذيب، وحرية المناقشة، والحق في حرية التعبير وأخذ الكلمة دون مقاطعة، والحق في الاستعانة بالشهود، والحق في الترجمة، علاوة على تجاوب هيئة المحكمة مع طلبات ودفوعات هيئة الدفاع، ولاسيما الأمر بإجراء خبرة طبية على المتهمين المعتقلين واستدعاء الشهود. بل وأكثر من ذلك، فقد تم منح المتهم النعمة أسفاري أوراقا وأقلاما قصد تدوين مرافعته أثناء انعقاد هذه المحاكمة، إضافة إلى تمكينه من قراءة مرافعته الكتابية التي أعدها سلفا بالرغم من أن هذا الأمر يدخل ضمن مهام دفاعه الذي كان يؤازره في المحاكمة.

كما مرت هذه المحاكمة في جو من الشفافية بأن عرفت تغطية حرة للصحافة الأجنبية والوطنية وحضور مراقبين وملاحظين وطنيين ودوليين من جنسيات متعددة وعائلات وأقرباء المتهمين والضحايا على حد سواء.

وفي نفس السياق، وجبت إثارة اهتمام اللجنة إلى الصدى الإعلامي الواسع المتعلق بالأجواء التي مرت فيها هذه المحاكمة، وخاصة الإشادة الصادرة عن مجموعة من المنابر الإعلامية الأجنبية المحايدة وعن عدد كبير من المراقبين الدوليين المستقلين الذين اعتبروا توفر شروط المحاكمة العادلة فيها وأعربوا عن ارتياحهم لاستجابتها إلى كل المعايير الدولية ذات الصلة.

3. بخصوص التوصيات الواردة في قرار اللجنة المتعلق بشكاية المعني بالأمر

3.1. منح تعويض مناسب ومنصف للمعني بالأمر يشمل الوسائل اللازمة لإعادة تأهيله

خلافا للادعاءات التي استند إليها قرار اللجنة، تود السلطات المغربية أن تؤكد للجنة على أن المعني بالأمر لا يعد ضحية وفقا للمفاهيم والمعايير الدولية المتعارف عليها، وأن ضحايا الأحداث الأليمة التي عرفتها عملية تفكيك مخيم "اكديم إزيك" هم القتلى والجرحى من عناصر القوات العمومية والوقاية المدنية الذين ارتكبت في حقهم جرائم وحشية كان المعني بالأمر فاعلا أساسيا فيها.

وفي هذا الإطار، يجدر التأكيد على أن المعني بالأمر تم اعتقاله وفقا للقانون لارتكابه أفعال إجرامية معاقب عليها، كما أن المسطرة القضائية التي طبقت في حقه كانت مطابقة تماما لكل المعايير والشروط المتعلقة بالمحاكمة العادلة ولم يشبها أي عيب مسطري أو خطأ في التقدير والتكييف القانونيين للوقائع والأحداث، حيث تم تقديم كل القرائن والحجج الدامغة التي أثبتت تورط المعني بالأمر في الأفعال الجرمية المنسوبة إليه.

كما أنه، إذا كانت مقتضيات اتفاقية مناهضة التعذيب، ولا سيما المادة 5 منها تستهدف إعمال مبدأ الولاية الشخصية لحماية ضحية جريمة التعذيب، فإن السلطات المغربية تؤكد مرة أخرى للجنة على أن المعني بالأمر لم يخضع لأي شكل من أشكال التعذيب، إذ لم يسبق له أن تقدم بشكاية للسلطات المغربية المختصة بهذا الخصوص، وفضل اللجوء إلى القضاء الفرنسي، حيث تقدم بشكاية بتاريخ 20 فبراير 2014 من أجل التعذيب.

وعلاوة على ذلك، وأثناء محاكمة المعني بالأمر ومن معه أمام محكمة الاستئناف بالرباط، استجابت هيئة الحكم لطلب دفاعه بشأن هذا الادعاء من حيث الأمر بإجراء خبرة طبية عليه، انسجاما مع مقتضيات المادة 13 من الاتفاقية، إلا أن المعني بالأمر لم يستجب لذلك، حيث رفض إجراء الخبرة والتعاون مع القضاء، في الوقت الذي استجاب فيه أغلبية المتهمين لإجراء هذه الخبرة، مع العلم أن الذي تقدم بطلب إجراء الخبرة هو دفاع المعني بالأمر الذي استجابت له المحكمة.

ومما يؤكد الادعاءات الكاذبة للمعني بالأمر تصريحاته المتناقضة، خلال المحاكمة، حيث يصرح تارة أنه تعرض للتعذيب من قبل عناصر من الدرك الملكي، بينما يصرح تارة أخرى أن رجال الدرك قد تعاملوا معه برفق. ينضاف إلى ذلك، تناقض تصريحاته التي أدلى بها للمحكمة حول مكان إيقافه من طرف الشرطة القضائية، فهو يصرح أنه ألقي عليه القبض في منزل أحد أصدقائه في حين أدلى الشاهد الذي التمس النعمة أسفاري نفسه الاستماع إلى شهادته، لهيئة المحكمة بتصريحات متناقضة ومغايرة حول المكان الذي تم فيه إيقاف النعمة أسفاري، مما يوضح بالملموس عدم صدقية التصريحات التي أدلى بها للقضاء والتي تفندها شهادة الشاهد المذكور، مثلما يؤكد بالملموس، أيضا،

ادعاءاته الكاذبة بخصوص تعرضه للتعذيب، مما يترتب عنه كونه ليس بضحية يستوجب تعويضا وفقا لمنطوق المادة 14 من الاتفاقية المذكورة.

1. بخصوص إجراء بحث حول ادعاءات المشتكي طبقا لتوجيهات بروتوكول اسطنبول بهدف متابعة الأشخاص الذين يحتمل أن يكونوا قد عرضوه للتعذيب

تود السلطات المغربية أن تحيط اللجنة علما، أنه بمجرد توصل قاضي النيابة العامة لدى محكمة الاستئناف بالرباط بالملف من محكمة النقض، بادر إلى إجراء بحث في تصريحات المتهم السيد النعمة أسفاري بخصوص ادعاء تعرضه للتعذيب، عهد القيام به للفرقة الوطنية للشرطة القضائية بتاريخ 01 نونبر 2016 غير أن المعني بالأمر رفض الإدلاء بتصريحاته في الموضوع للفرقة الوطنية مرتين، الأولى بتاريخ 24 نونبر 2016 والثانية بتاريخ 07 دجنبر 2016.

وتفاعلا مع قرار اللجنة بشأن شكاية المعني بالأمر وحرصا على توفير كل شروط المحاكمة العادلة، تجدد السلطات المغربية تأكيدها للجنة بأن المحكمة استجابت لطلب دفاع المعني بالأمر الرامي إلى عرضه على خبرة طبية لإثبات ادعاء التعرض للتعذيب وتفاعلت معه بشكل فوري، حيث أصدرت أمرا بعرض المعني بالأمر على خبرة طبية عهد بها للجنة طبية ثلاثية ترأستها طبيبة مختصة في الطب الشرعي، منهم طبيب مختص في جراحة العظام والمفاصل، وطبيب مختص في الطب النفسي، حيث أنجزوا فحصا، وفق مبادئ وتوجيهات بروتوكول اسطنبول، على المتهمين الآخرين، غير أن المعني بالأمر رفض إجراء الخبرة، مما يطرح مجموعة من التساؤلات حول الأسباب الحقيقية وراء تخوفاته، ويجعل ادعاءاته المذكورة غير ذات أساس.

2. بخصوص الامتناع عن القيام بأي تضييق أو تخويف أو انتقام يمس بالسلامة البدنية والنفسية للمشتكي وعائلته والسماح له بتلقي زيارات بالسجن

تود السلطات المغربية أن تلفت نظر اللجنة إلى أن الادعاءات المتعلقة ب"التضييق أو التخويف أو الانتقام" لا أساس لها من الصحة، وإنما هي مزاعم باطلة تروج لها بعض الجهات لأهداف غير معلنة تروم من خلالها تضليل الرأي العام الدولي. فكيف يعقل أن يدعي المعني بالأمر التضييق عليه أو تخويفه والحال أنه مارس وما زال يمارس كافة الحقوق التي يخولها له القانون، بما في ذلك حق الطعن الذي مارسه من خلال تقديم الطعن في الحكم الذي أصدرته محكمة الاستئناف في مواجهته.

وبالمقابل، تؤكد السلطات المغربية للجنة أن المعني بالأمر يتمتع، على غرار كل المعتقلين بالمؤسسات السجنية بالمغرب، بكل الحقوق التي تكفلها المواثيق الدولية المتعلقة بحقوق ومعاملة السجناء، بما في ذلك الحق في زيارة أهله وأفراد عائلته، حيث لم يسبق للسلطات الإدارية المختصة أن تلقت أي شكاية أو سجلت أي انتهاك طال حق عائلة السيد النعمة أسفاري في زيارته بالمؤسسة السجنية المعتقل بها.

وفي هذا الصدد، يجدر التذكير أن المعني بالأمر الذي يقيم في غرفة انفرادية مساحتها 6 متر مربع، قد استفاد إلى غاية 12 أكتوبر 2017 من 46 زيارة بلغ عدد الزوار خلالها 75 شخصا، وذلك فضلا عن استفادته من الخدمات الصحية وخدمات النظافة والترفيه والفسحة والمطالعة والاتصال.

أما بخصوص منع زوجته الفرنسية السيدة "كلود مانجان مارغريت" (Claude Mangin Margueritte) من دخول التراب المغربي، فإن السلطات المغربية تود أن تلفت نظر اللجنة إلى أن اتخاذ هذا القرار جاء نتيجة لإقدام المعنية بالأمر على مخالفة مقتضيات القانون المنظم لدخول وإقامة الأجانب في المغرب، وكذا تجاوز الإطار الإنساني لزياراتها السابقة للمملكة، علما أنها قد زارت المغرب 33 مرة منذ سنة 2004.

كما ينبغي تذكير اللجنة بأن المعنية بالأمر لا تتوانى عن مضاعفة حملاتها العدائية تجاه السلطات المغربية، حيث عملت على تعبئة أشخاص أجانب بتمويل من جهات أجنبية معادية للمغرب، من أجل القيام بمظاهرات بالشارع العام بدون ترخيص، وهو ما قامت به، مثلا، خلال شهر أبريل 2014 عندما استغلت زيارة زوجها بسجن سلا 1وحولتها إلى مسيرة بالقرب من السجن المذكور بمعية تسعة فرنسيين ضمنهم خمسة منتخبين من بلدية "إيفري سور سين" (Ivry sur Seine).

بالإضافة إلى أنها تقوم بمهمة تقديم المعلومات ونقل الأموال الواردة من جهات معادية للمغرب إلى عدد من النشطاء العاملين لفائدة هذه الجهات.

وأخيرا، تود السلطات المغربية أن تلفت نظر اللجنة إلى أنه يظل بإمكان المعنية بالأمر، وفقا للمقتضيات القانونية والمسطرية المعمول بها، تقديم دعوى أمام القضاء الإداري للطعن في القرار القاضي بمنعها من دخول التراب الوطني.